

ment de la cour Suprême, dans la cause de Beckett, a été rendu en 1887, et que celui du Conseil Privé, dans la cause de Jennings, a été rendu en 1888. Donc, si on adopte la manière d'argumenter de la cour de Révision, on peut dire que la décision du Conseil Privé, étant celle d'un tribunal plus élevé que la cour Suprême, elle doit avoir plus de poids. Mais, il y a une autre réponse beaucoup plus satisfaisante à l'argumentation faite par la cour de Révision. Si on examine attentivement la cause Beckett, on ne tarde pas à se convaincre que non seulement le jugement rendu dans cette cause ne contredit pas celui de notre cour d'Appel, mais que même il y est conforme. Dans cette cause, le juge avait donné instruction aux jurés de déduire tout le montant de l'assurance (\$3,000.00) de celui des dommages soufferts par l'indemnitaire, au lieu de leur dire qu'ils devaient déduire de ce montant que celui dont la femme avait profité en retirant l'assurance immédiatement, par suite de la mort accidentelle de son mari. Les jurés avaient suivi ces instructions, et retranché les \$3,000.00 du montant des dommages. Sur règle *nisi*, la Divisional Court avait décidé sur division de deux juges contre un, qu'il n'y avait lieu de retrancher l'assurance, et elle en ajouta le montant à celui du verdict (8 *Ontario Reports*, p. 601).

“La cause fut portée en appel. La cour d'Appel, composée de quatre juges, se divisa sur le jugement à rendre, et le jugement de la Divisional Court se trouva ainsi confirmé. Deux juges étaient d'opinion que le premier jugement, qui avait déduit tout le montant de l'assurance, devait être rétabli; et les deux autres juges, au contraire, prétendaient que le premier juge avait mal dirigé les jurés, en leur disant de déduire le montant entier de l'assurance.

“Seulement, il y avait un point sur lequel les quatre juges s'accordaient; c'est que le premier juge aurait dû au